



ON EN



PARLE ?!



N°3 - Juin 2026 - ORIV Grand Est

PROMOUVOIR UN AUTRE RÉCIT DES QUARTIERS POPULAIRES

Contexte

Travailler sur l'image des quartiers répond à plusieurs objectifs pour l'association ORIV : clarifier et mieux comprendre les mécanismes qui fondent des représentations négatives sur les quartiers, mais aussi replacer l'habitant·e au cœur de la réflexion pour en faire un acteur à part entière de son devenir.

L'ORIV est ainsi convaincu que c'est en travaillant sur les représentations sociales qu'une autre image des quartiers et de leurs habitant·e·s pourra se construire en marge des stéréotypes et des préjugés.

Dès 2017, l'ORIV a commencé à travailler sur l'image des quartiers populaires sous l'angle des représentations sociales.

A ce titre, plusieurs types de travaux ont été engagés :

- Recherches documentaires^[1].
- Trois rencontres territoriales et thématiques en novembre 2018^[2].
- Deux journées régionales en septembre 2018^[3] et octobre 2019^[4].
- Accompagnement de l'Eurométropole de Strasbourg - 2019 à 2021

L'ensemble de ces travaux vient contribuer à la nécessité de changer de regard sur nos quartiers.



L'image des quartiers : une question de représentations sociales

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) occupent une place paradoxale dans l'espace urbain français : pleinement intégrés aux villes, ils sont pourtant souvent perçus comme des territoires « à part ». Dans l'opinion publique, ils sont fréquemment associés à la pauvreté, à l'insécurité et aux tensions sociales. Cette image négative ne relève pas d'un simple préjugé individuel ; elle s'enracine dans des dynamiques sociales, historiques et politiques profondes. Dès lors, comment se construit cette représentation dévalorisée des QPV ? Et pourquoi est-il si difficile de modifier durablement cette image ?

Une représentation sociale est un ensemble organisé et hiérarchisé de jugements, d'attitudes et d'informations qu'un groupe social donné élabore à propos d'un objet. Les représentations sociales résultent d'un processus d'appropriation et de reconstruction

de cette réalité dans un système symbolique. Elles correspondent au sens commun, c'est-à-dire à ce que les gens pensent connaître et sont persuadés de savoir à propos d'objets, de situations ou encore de groupes donnés. Elles sont donc multiples.

Les représentations sociales qui pèsent sur les quartiers populaires sont généralement négatives. Elles sont façonnées par un faisceau de facteurs : surmédiatisation de faits divers, lecture souvent sécuritaire et déficitaire de la politique de la ville, mise en cause des habitant·e·s qui seraient incapables de « se prendre en main », uniformisation des formes urbaines ou encore, difficulté à reconnaître à grande échelle les contre-discours et récits alternatifs portés sur les quartiers. Il est ainsi rare que « la normalité » fasse partie du discours public sur ces territoires.

I. La construction d'une image négative : entre réalités sociales et mécanismes de stigmatisation

1 Des logiques de peuplement qui produisent la concentration des difficultés

L'image négative des QPV s'appuie d'abord sur des réalités sociales objectives : taux de chômage plus élevés, revenus plus faibles, moindre accès à certains services ou opportunités. Cependant, ces réalités ne sont pas le fruit du hasard ; elles résultent de logiques de peuplement et de choix d'aménagement du territoire.

Les grands ensembles construits dans les années 1950-1970 répondaient à une urgence : loger rapidement une population croissante notamment les classes populaires et les travailleur·euse·s immigré·e·s venus participer à la reconstruction et à l'industrialisation. Situés en périphérie, souvent mal desservis à l'origine, ces quartiers ont progressivement concentré les ménages les plus modestes, notamment en raison du fonctionnement du marché du logement.

Cette concentration de populations en situation de précarité, temporaire ou durable, a favorisé une ségrégation socio-spatiale. Or, lorsque la pauvreté est territorialement concentrée, elle devient visible et tend à être associée au lieu lui-même. Le territoire est alors perçu non comme le résultat de mécanismes socio-économiques et politiques, mais comme intrinsèquement « problématique ». Ainsi, la stigmatisation ne vise plus seulement les situations sociales, mais les quartiers eux-mêmes et leurs habitant·e·s.

2 Un aspect urbanistique qui joue sur l'image des quartiers

Parmi les différents facteurs qui jouent sur la construction des représentations des quartiers populaires, l'aspect urbanistique y contribue fortement. La concentration de grands ensembles, l'architecture standardisée, la densité élevée, le manque de mixité fonctionnelle ou encore le relatif enclavement de certains quartiers peuvent produire un sentiment d'isolement et de relégation. Ces formes urbaines, parfois marquées par le vieillissement du bâti et un déficit d'espaces publics qualitatifs, influencent les perceptions extérieures et alimentent des représentations stéréotypées. Ainsi, si l'urbanisme n'est pas l'unique cause des images négatives, il participe à leur construction en façonnant le cadre visible à partir duquel se forment les jugements sur ces territoires.

3 Sécurité, trafic et délinquance : entre réalités et généralisations

De même, la question de la sécurité joue un rôle central dans la construction de l'image négative des QPV.

Certains quartiers connaissent effectivement des phénomènes de trafic ou de délinquance plus visibles et connus qu'ailleurs. Toutefois, ces situations concernent une minorité d'individus et ne sauraient résumer la vie quotidienne de milliers d'habitant·e·s en QPV.

Le problème réside dans la généralisation : des faits localisés sont souvent interprétés comme caractéristiques de l'ensemble du quartier, voire de tous les QPV. Cette assimilation entretient un amalgame entre territoire, délinquance et population. Le lieu devient un marqueur social, parfois même un stigmat.

Ainsi, l'image négative des QPV se construit à l'intersection de difficultés réelles, de mécanismes de concentration sociale et de représentations amplifiées par le discours médiatique et politique.

4 Le rôle des médias dans la construction des représentations sociales

À ces dynamiques structurelles s'ajoute le rôle déterminant des médias. Les QPV apparaissent fréquemment dans l'actualité à travers des faits divers, des épisodes de violences urbaines, des affaires de trafic de drogue ou de tensions avec les forces de l'ordre. Ce traitement médiatique, centré sur l'événement spectaculaire, contribue à construire une image partielle et souvent dramatique de ces territoires.



Il ne s'agit pas de nier l'existence de difficultés réelles, notamment en matière de sécurité. Toutefois, la médiatisation sélective crée un effet de focalisation : les problèmes deviennent l'identité même du quartier. Les réussites scolaires, les initiatives associatives, les dynamiques entrepreneuriales ou culturelles sont beaucoup moins visibles. Cette asymétrie contribue à figer les représentations.

En outre, la répétition des mêmes images – immeubles dégradés, véhicules incendiés, présence policière – alimente un imaginaire collectif où le QPV devient synonyme de danger et/ou d'échec social. Les habitant·e·s peuvent alors être réduits à des figures stéréotypées, ce qui renforce les discriminations, notamment à l'embauche ou dans l'accès au logement.

5 Le poids des représentations sur l'identité et l'appartenance territoriale

L'ensemble de ces représentations n'est donc pas sans effet sur le quotidien des habitant·e·s qui se retrouvent plongés dans une sorte de confusion entre l'appartenance territoriale et l'identité sociale qu'ils seraient supposés incarner. Ces représentations produisent des cas de discriminations à l'emploi ou dans l'accès aux droits par exemple. Au-delà de l'association des habitant·e·s à une « cité », c'est tout un processus de stigmatisation qui se joue à grande échelle, allant même jusqu'à ce que les habitant·e·s eux-mêmes, intériorisent la disqualification qu'ils subissent. In fine, à force de vivre dans une société qui les rejette, les habitant·e·s peinent à garder confiance envers les institutions qui sont censées les accueillir.

II. Une image difficile à transformer : inertie des représentations, enjeux politiques et poids de l'histoire

1 L'ancrage des représentations sociales

Agir sur l'image des quartiers se heurte d'abord à la résistance des représentations sociales. Celles-ci fonctionnent comme des cadres d'interprétation collectifs : elles simplifient la réalité et tendent à résister aux contre-exemples. Même lorsque des opérations de rénovation urbaine améliorent concrètement le cadre de vie, l'image négative persiste. En effet, les représentations évoluent plus lentement que les transformations matérielles.

Un quartier rénové peut continuer à être perçu comme « sensible » en raison de son passé. Le stigmate territorial s'inscrit dans la durée et se transmet par les discours, les expériences indirectes et les récits médiatiques. Cette inertie explique pourquoi les politiques de rénovation urbaine, bien qu'essentielles, ne suffisent pas à transformer en profondeur l'image des QPV.

2 Des ambiguïtés dans la volonté politique

La difficulté tient également aux orientations politiques et à la manière de déterminer la géographie prioritaire. Les quartiers populaires sont souvent abordés sous l'angle de la « gestion des problèmes » : insécurité, échec scolaire, chômage. Ces approches, centrées sur la réparation ou le contrôle, peuvent involontairement renforcer l'idée que ces territoires seraient avant tout des espaces de dysfonctionnements.

Agir sur l'image supposerait de changer de perspective : valoriser les ressources locales, soutenir plus fortement les initiatives d'habitant·e·s et intégrer pleinement ces quartiers dans les stratégies globales de développement urbain. Cela implique une vision à long terme, au-delà des réponses ponctuelles aux crises.

3 Replacer les quartiers dans l'histoire

Enfin, il est essentiel d'adopter une lecture historique. Les QPV ne sont pas des accidents urbains : ils sont le produit d'une époque, celle de la modernisation rapide, de l'industrialisation et de la massification du logement social. Ils ont accueilli des générations de travailleur·euse·s qui ont contribué au développement économique du pays. Les difficultés actuelles s'expliquent aussi par les transformations économiques (déindustrialisation, montée du chômage), qui ont fragilisé les populations les plus modestes. En ce sens, les quartiers prioritaires reflètent des mutations structurelles de la société française.

Un enjeu de reconnaissance

Pour l'ORIV, l'enjeu est de changer de regard sur les habitant·e·s des quartiers populaires, et sur les territoires qui les accueillent. Si la tâche n'est pas aisée, quelques pistes peuvent se dégager.

Il y a un enjeu à croiser les regards. Il convient d'aller observer les différentes facettes d'une réalité. En effet, trop souvent n'apparaît à nos yeux qu'un seul aspect d'un sujet, d'un problème, d'un quartier alors que la réalité est protéiforme et que les QPV, comme tout autre territoire sont soumis à des flux continus.

Il convient d'objectiver la réalité. Comme en témoigne la 7^{ème} édition du rapport « Paroles d'habitant·e·s des quartiers populaires »^[5], les quartiers ne sont pas que des lieux de délinquance ou d'insécurité, et le fait de se sentir bien dans son quartier n'est pas forcément lié aux personnes qui y vivent. Ce sentiment se construit par la rencontre d'une multitude de facteurs, et bien souvent, c'est l'accumulation de vulnérabilités qui est mise en cause (difficile rapport aux institutions, insécurité économique, discrimination et stigmatisation.)

Face à cela, les habitant·e·s prônent la défense du lien social, l'importance de la présence des professionnel·le·s de la médiation, revendiquent la présence associative et celle des centres sociaux comme autant de facteurs venant contrer le sentiment d'insécurité. Les habitant·e·s insistent également sur leur environnement de vie, qui est plus favorable que celui construit par l'imaginaire collectif : les commerces y sont souvent présents, les équipements socioculturels également, la desserte de transports en commun est en constante amélioration...

Si les habitant·e·s insistent sur les atouts de leurs quartiers, et la solidarité qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs, les professionnel·le·s qui travaillent dans les quartiers apportent également un regard de terrain, complémentaire de celui des habitant·e·s. Leurs regards sont capables de parler des difficultés d'accès aux droits, des discriminations, du manque de réactivité des bailleurs ou encore des formidables élans de créativité des habitant·e·s.

La richesse du croisement des regards est donc bien là. Les acteur·rices de terrain observent depuis plusieurs années (entre 10 et 15 ans) une montée en puissance de dynamiques et d'initiatives positives dans les territoires de la politique de la ville : médias de quartier, BD, pièces de théâtre, festivals des talents etc. Alors même que les habitant·e·s se mobilisent pour construire et faire vivre leur quotidien, ces initiatives restent pourtant invisibilisées dans la sphère publique. Dépeint comme des territoires de relégation, les quartiers de la politique de la ville ont du mal à être perçus comme partie intégrante de la société.

Etant donné les enjeux sociaux qu'ils concentrent pourtant, l'ORIV milite pour qu'un récit équilibré s'écrive sur les quartiers et soit rendu légitime dans la sphère publique. Reconnaître les habitant·e·s comme des acteur·rices à part entière de l'histoire urbaine et sociale est fondamental. Trop souvent réduits à des « publics cibles » des politiques publiques, ils participent pourtant activement à la vie sociale, culturelle et économique. Changer l'image des QPV suppose donc de transformer le récit collectif : passer d'une vision centrée sur les manques à une reconnaissance de leur place dans l'histoire et dans la ville contemporaine.

Sans nier les réalités sociales des territoires de la politique de la ville, l'enjeu est alors de trouver le bon équilibre pour créer une image juste du quotidien vécu par les habitant·e·s de quartiers populaires.



Références

- [1] Ressources « Image des quartiers populaires », septembre 2018, 14 p.
- [2] Rencontres territorialisées et thématiques sur l'image des quartiers populaires - Synthèses - 2018
- [3] Actes de la journée régionale « Quartiers populaires : de l'usage des mots aux réalités territoriales, 18 septembre 2018
- [4] Retour sur le séminaire de travail « Quartiers populaires et médias : une vision tronquée de la réalité ? »
- [5] Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, Réseau national des centres de ressources politique de la ville, Rapport paroles d'habitants des quartiers populaires « Se sentir en (in)sécurité dans les quartiers populaires », 7^{ème} édition, septembre 2025.



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

Centre de ressources
Grand Est

Siège : 1 rue de la Course 67000 Strasbourg
Antenne : 11 rue M-J Baillia-Rolland 51100 Reims
Tél. 03 88 14 35 89 - contact@oriv.fr - www.oriv.org
Directrice de publication : Murielle Maffessoli
Rédaction : Emilie Arnoulet et Lætitia Rocher
Mise en page : Céline Albert
Date de publication : Juin 2026